

Les prévisions de Coe-Rexecode pour l'économie française en quelques chiffres

Date des prévisions : 29 mars 2013

Croissance du PIB

Les postes de la demande

L'inflation

L'emploi

Le chômage

Les revenus des ménages

Les comptes des entreprises

Les finances publiques

La balance commerciale



Coe-Rexecode

Les prévisions de Coe-Rexecode pour

Croissance du PIB

- L'économie française verrait son niveau d'activité reculer de **0,2 %** en 2013. Il progresserait de **0,7 %** en 2014. En comparaison, le PIB de la zone euro reculerait de **0,4 %** en 2013, il serait en hausse de **1 %** en 2014.

Les postes de la demande

- Les dépenses de consommation des ménages en volume reculeraient de **0,5 %** en 2013 et seraient stables en 2014. Leurs dépenses d'investissement se replieraient en 2013 et 2014. L'investissement des entreprises serait pour sa part en recul de **3,7 %** en volume en 2013 puis en légère progression en 2014 (**+0,8 %**).
- Soutenues par l'expansion de la demande mondiale (**+2,6 %** et **+5,4 %** respectivement en 2013 et 2014), les exportations progresseraient de **0,8 %** puis de **4 %**, une hausse qui resterait donc inférieure à la demande mondiale, occasionnant de nouvelles pertes de part du marché mondial.

L'inflation

- La hausse des prix se modérerait sensiblement : elle ne serait que de **1 %** en 2013 en moyenne annuelle et **1,6 %** en 2014. La hausse programmée de la TVA pour le 1er janvier 2014 expliquant la majeure partie de cette hausse un peu plus vive en 2014.

L'emploi

- Les effectifs salariés du secteur marchand reculent depuis le printemps 2012. Nous retenons que ce recul se prolongerait jusqu'à la fin de l'année 2013, en relation avec la faiblesse de la croissance. Le recul des effectifs qui avait été de **93 000** postes entre la fin 2011 et la fin 2012 serait de **140 000** postes au cours de l'année 2013. Ces effectifs seraient stables en 2014.

Le recul de l'emploi intérieur total serait un peu moins fort en raison principalement d'une hausse de l'emploi non salarié qui viendrait prolonger sa tendance récente. L'emploi dans les administrations publiques progresserait faiblement (**+5 000** emplois nets en 2013 et 2014). Une inconnue forte pèse sur l'évolution de l'emploi aidé, les nouveaux dispositifs pouvant se substituer partiellement aux contrats antérieurs. Nous estimons par ailleurs que, du fait de la réduction du coût du travail qui leur est associée, les contrats de génération pourraient occasionner la création de **16 000** postes nets d'ici 2016.

Le chômage

- Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de **284 000** courant 2012. Nous retenons qu'il augmenterait à nouveau de **189 000** en 2013 puis de **73 000**. Il serait proche de **3,4** millions fin 2014. Ce ralentissement de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi tient en grande partie à un ralentissement projeté de la population active. Le taux de chômage s'inscrirait à **10,9 %** (pour la France métropolitaine) fin 2013 après 10,2 % fin 2012 puis à **11,2 %** fin 2014.

L'économie française en 2013-2014

Les revenus des ménages

- En dépit du faible rythme d'inflation, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages reculerait de **0,6 %** en 2013 après déjà **-0,4 %** en 2012. Il se replierait de **0,1 %** en 2014. Au total, entre 2007 et 2014, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut par ménage connaîtrait un recul cumulé de l'ordre de **5 %**.

Les comptes des entreprises

- Le taux de marge des sociétés non financières serait stabilisé au niveau bas de **28 %** en 2013, il progresserait légèrement à **28,4 %** en 2014. Les profits après impôts et avant distribution des sociétés non financières seraient en recul de **2,1 %** en euros courants en 2013 puis en hausse de **5 %** en 2014. Au total, les profits nets avant distribution en 2014 seraient inférieurs de **1,8 %** à leur niveau de 2007 en euros courants, soit un recul de **11,2 %** en termes réels au cours de cette période.

Les finances publiques

- Le déficit du compte des administrations publiques a été de **4,8 %** du PIB en 2012 contre **4,5 %** retenu dans les hypothèses de la dernière Loi de finances. Cet écart de **5,7** milliards d'euros s'explique par de moindres recettes (les prélèvements obligatoires ont été inférieurs de **1,1** milliard au montant inscrit dans le Projet de Loi de finances). Il s'explique surtout par un montant de dépenses supérieur de **4,6** milliards d'euros à celui qui figurait implicitement dans la PLF. La recapitalisation de la Banque Dexia pour un montant de **2,6** milliards d'euros (**0,13** point de PIB) explique un peu plus de la moitié de cette hausse de dépenses.
- En 2013, le déficit du compte des administrations publiques serait de **4 %** du PIB. Le taux de prélèvements obligatoires gagnerait **0,6** point de PIB pour s'inscrire à **45,5 %** du PIB, nouveau record. Le poids de la dépense publique serait stable à **56,5 %** du PIB. Le déficit public ressortirait à **3,5 %** du PIB en 2014 sous l'hypothèse qu'un effort de maîtrise de la dépense publique précis serait annoncé puis mis effectivement en œuvre.
- La dette publique s'inscrit à **90,2 %** du PIB fin 2012. Elle monterait au voisinage de **95 %** fin 2014, soit quasiment **2 000** milliards d'euros.

La balance commerciale

- Le solde déficitaire des échanges extérieurs de marchandises serait quasiment stabilisé aux environs de **60** milliards d'euros, à comparer avec le solde de **-67** milliards observé en 2012. Le solde déficitaire de la balance courante se réduirait légèrement de **2,4 %** du PIB en 2012) **1,7 %** en 2014.

Perspectives de l'économie française pour 2013 et 2014

	2012	2013	2014
I - Ressources-emplois (volume)			
Variations sur la période précédente (% taux annuel)			
PIB	0,0	-0,2	0,7
Demande interne stocks compris	-0,7	-0,2	0,5
Demande interne hors stocks	0,3	-0,6	0,0
Consommation des ménages	-0,1	-0,5	0,0
Consommation publique	1,4	0,8	0,1
FBCF totale	0,0	-2,9	0,0
ménages	0,4	-2,7	-1,5
productif	-0,5	-3,7	0,8
administrations publiques	0,2	-0,1	-0,8
Exportations de biens et services	2,5	0,8	4,0
Importations de biens et services	-0,3	0,7	3,3
II - Evolutions nominales			
PIB	1,7	1,1	2,2
Exportations de marchandises	4,1	1,6	5,3
Importations de marchandises	2,1	0,5	4,6
Déflateur du PIB	1,6	1,3	1,6
Prix de détail	2,0	1,0	1,6
Salaire mensuel de base	2,2	1,8	1,9
Taux de salaire horaire	2,2	1,8	1,8
III - Marché du travail			
Emploi salarié "marchand"	-0,2	-0,9	-0,3
Taux de chômage au sens du BIT (%) **	9,9	10,8	11,2
Durée annuelle du travail	0,0	0,0	0,0
Productivité horaire (SMNA)	0,0	0,5	0,8
Coût Salarial Unitaire (SMNA)	2,1	1,3	1,0
IV - Comptes d'agents			
Prix de la VA (SMNA) / CSU	-0,5	0,0	0,6
Taux de marge des SNF en %*	27,9	28,0	28,4
Pouvoir d'achat du RDB des ménages***	-0,4	-0,6	-0,1
Taux d'épargne brute des ménages (%)*	16,0	15,7	15,7
Solde des comptes publics en % du PIB *	-4,8	-4,0	-3,5
V - Solde extérieur en valeur*			
Balance commerciale FAB-FAB en mrds d'euros (taux annuel)	-67,3	-62,9	-62,3
Taux de couverture (%)	86,8	87,8	88,4
Balance courante (taux annuel)			
- en mrds d'euros	-49,3	-45,9	-34,8
- en mrds \$	-63,4	-59,0	-43,1
- en % du PIB	-2,4	-2,2	-1,7
VI - Taux d'intérêt (%)			
Euro-euro 3 mois *	0,5	0,2	0,2
Obligations d'Etat à 10 ans *	2,5	2,2	2,5
VII - Taux de change			
1 euro = ... \$ *	1,28	1,29	1,24

* moyenne sur la période

** moyenne sur la période, France métropolitaine

*** déflateur utilisé : Indice des prix à la consommation